

qui en est résulté—je ne crois pas déroger à la justice en faisant ce commentaire—on aurait pu l'accomplir tranquillement et économiquement à Ottawa.

A cette époque de difficultés, de déficits et de très graves problèmes, qu'a réussi à accomplir tout ce déploiement? Voici le jugement qu'un courriériste parlementaire porte sur les réalisations de ce voyage—il s'agit du courriériste parlementaire du *Globe and Mail* et l'article en question paraît dans le numéro du 3 janvier. Je cite le passage suivant de l'article de M. Walter Gray:

La publicité dont on a entouré l'événement et les déclarations du premier ministre sur les conjectures des journalistes—conjectures qui, les journalistes l'affirment, venaient de M. Diefenbaker lui-même—ont laissé un brouillard malsain sur la colline du Parlement.

Après tout ce battement de cartes, il y a eu mal donne, si bien que tous les ministres occupent encore—quoique avec un peu moins d'aise—les mêmes banquettes ministérielles qu'auparavant. C'est tout simplement un autre épisode de l'histoire d'un gouvernement qui préfère l'agitation à l'administration, l'animation superficielle aux résultats réels.

Les événements qui ont entouré la distribution du texte du discours du trône semblent de même nature...

**Une voix:** Pessimisme!

**L'hon. M. Pearson:** Je parle du retard apporté à le distribuer aux journalistes; en fait on ne le leur a remis qu'après la lecture à l'autre endroit, ce qui a provoqué...

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, l'honorable député ne permettrait-il une question?

**L'hon. M. Pearson:** Mais certainement.

**Le très hon. Diefenbaker:** L'honorable député en a reçu le texte à titre confidentiel comme d'habitude. A-t-il tenu le document secret ou l'a-t-il communiqué à d'autres personnes?

**L'hon. M. Pearson:** Monsieur l'Orateur, j'ai reçu le texte du discours vers deux heures, l'après-midi même où il a été lu. La coutume le veut ainsi, et je remercie le premier ministre de sa courtoisie, bien que, par le passé, j'aie reçu le texte un peu plus tôt; mais je ne m'en plains pas. J'ai pris les dispositions habituelles de sécurité en ce qui concerne ce discours.

Ce sur quoi j'en suis maintenant, c'est qu'on s'est départi de la tradition selon laquelle le texte était remis d'avance aux journalistes. Ce délai a donné naissance—c'était peut-être voulu—à des rumeurs bien renversantes.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une simple question à l'honorable député? A-t-il communiqué le

texte du document confidentiel qui lui avait été remis?

**L'hon. M. Pearson:** J'ai respecté les convenances à cet égard, ce que le premier ministre trouve peut-être difficile à comprendre. Il y avait une raison à ce délai. La question n'est pas importante en soi. Peut-être a-t-on voulu supprimer un paragraphe à la dernière minute; peut-être le gouvernement n'a-t-il tout simplement pas pris les dispositions voulues; ou peut-être a-t-il voulu manifester ainsi son mécontentement à l'égard de l'attitude de la presse. Mais quel qu'en soit le motif, le retard a donné lieu à bien des conjectures, et tout cela faisait sans doute partie de la guerre des nerfs électorale qui se livre dans le moment.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** L'honorable représentant se souvient-il que M. King agissait de la même façon?

**L'hon. M. Pearson:** Monsieur l'Orateur, j'aimerais que le premier ministre ait la patience dont il fait habituellement preuve à la Chambre.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question à l'honorable député?

**Des voix:** Règlement!

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Monsieur l'Orateur, l'honorable député s'oppose à ce qui s'est fait. Mais se souvient-il que M. King a agi de la même façon?

**L'hon. M. Pearson:** Monsieur l'Orateur, je soulève la question parce que tout cela fait partie de ce que j'appelle la guerre des nerfs électorale. Jusqu'ici—et c'est probablement ce qui inquiète le premier ministre—les assauts du gouvernement dans cette guerre des nerfs ont tous été repoussés très facilement, et jusqu'ici seule la réputation du gouvernement lui-même en a souffert. La bataille électorale, on s'en souviendra, devait reprendre l'automne dernier à propos du débat entre l'entreprise libre et le socialisme—débat qui, suscité par le gouvernement actuel, n'a que provoqué un bâillement d'un bout à l'autre du pays. Puis, il y a eu ce gâchis sordide, provoqué par le gouvernement, qu'a été l'affaire Coyne et la réaction de l'autre endroit qui a réussi à protéger le droit qu'avait un accusé de se faire entendre par l'organisme à qui l'on demandait de le condamner par un bill de confiscation des biens.

**L'hon. M. Fleming:** Avec l'aide d'une agence de publicité libérale. Qui a payé la note?

**M. l'Orateur:** A l'ordre! Je crois que le moment est aussi opportun qu'il puisse l'être—en fait, il est plus qu'opportun—de rappeler à